

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère

 GPER Groupement Prévention et Evaluation des Risques	Service Prévention Nord (Brest-Morlaix) Tel : 02 79 18 14 40 ou 02 79 18 14 41	Service Prévention Sud (Quimper-Chateaulin) Tel : 02 79 18 12 63 ou 02 79 18 12 64
	✉ : grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdis29.fr	

Dossier suivi par l'Adjudant-chef André LUNVEN

**Procès-verbal de visite Périodique
Établissement recevant du public de 3^{ème} catégorie**

Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest a visité l'établissement
le 15 février 2024

Dénomination	IUEM - Institut Européen de la Mer (Bâtiment D)	
Adresse	rue Dumont d'Urville – 29 280 Plouzané	
Adresse électronique	direction.iuem@univ-brest.fr	
Activité	Établissement d'enseignement et de formation et de recherche	
N° de dossier Prévention	01417.B	
Classement	Type : R	Catégorie : 3 ^{ème}

Téléphone	02 98 49 86 00 (standard) 02 98 01 60 22 (astreinte UBO)
Propriétaire	Université de Bretagne Occidentale
Exploitant	*UBO représentée par Olivard (président) *M. Jean, directeur du site.

En application des articles R 143.42 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

I. Textes Réglementaires

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n°2019101-0001 du 11 avril 2019 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 portant approbation du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R

II. Historique – Dérogations

Date	Événement	Observation
15/12/2011	Procès verbal d'étude de la sous-commission portant sur le projet de construction de l'établissement PC 29212 11 0087 P0	Avis favorable
19/02/2015	Procès verbal de la Sous-commission de sécurité ERP-IGH portant sur la suppression des espaces d'attente sécurisés prévus dans le projet initial et la mise en place d'une solution équivalente au sens de l'article CO 57 en s'inspirant du concept de zones protégées . Chaque zone est isolée par un mur coupe feu de degré 1 heure de façade à façade, les portes de communication entre ces zones seront à fermeture automatique asservie à la détection incendie et seront pare-flammes de degré ½ heure. De plus, les personnes en attente dans ces zones pourront signaler leur présence depuis une fenêtre. Le reste du projet est resté inchangé	Avis favorable
01/12/2015	Procès verbal de visite avant ouverture portant sur le projet de construction de l'établissement PC 29212 11 0087 P0	Avis favorable
09/11/2018	Visite périodique de la commission d'arrondissement de Brest	Avis favorable
09/11/2021	Visite périodique de la commission d'arrondissement de Brest	Avis favorable
07/05/2024	Visite périodique de la commission d'arrondissement de Brest	

III. Description sommaire

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

PI/BI/REI	Numéro	Débit/Volume (m³/h, m³)	Distance (m)	Conformité
PI	5141	106m³/h	20m	Conforme

Descriptif

La description ci-dessous est basée sur les éléments contenus dans le dossier PC 29212 11 0087 P0	
Présentation	Bâtiment R+3 (PBNH > 8m) <ul style="list-style-type: none"> • Rdc : locaux de stockage, locaux techniques, espace instrumentation • Niveau 1 : salles de cours, salles informatiques, bureaux et salles de réunion, bureaux. • Niveau 2 : laboratoires, salles blanches, salles de manipulation, salles de documentation, bureaux. • Niveau 3 : espace vie, salle multimédia, locaux techniques ventilation.
Desserte	1 voie d'accès
Isolement Tiers	Tiers à plus de 8m Passerelle de liaison avec bâtiment existant selon dispositions réglementaires CO 10
Structures	Béton Stable au feu 1h Planchers coupe feu 1h
Charpente / couverture	Métallique Stabilité obtenue par flocage et détection incendie dans les combles
Façades	Façade ouest traitée en façade aveugle (8 baies pompiers réparties sur la façade)
Distribution intérieure	Cloisonnement traditionnel
Locaux à risques particuliers	<u>Importants :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Local chaufferie. <u>Moyens :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Local TGBT, • Locaux ventilation, • Local serveur, • Locaux archives, • Locaux logistique, • Locaux stockage, • Locaux entretien.
Dégagements	Voir tableau chapitre D
Désenfumage circulations	<u>Circulations :</u> Par ouvrants de façade situés dans les locaux accessibles au public. <u>Passerelle de liaison :</u> Désenfumage naturel commandé depuis le CMSI
Désenfumage escaliers	Par exutoire à commande pneumatique
Chauffage	Circulation d'eau chaude depuis chaufferie énergie gaz
Ventilation / climatisation	Centrales de traitement d'air Clapets coupe feu auto commandés en traversée de plancher
Gaz scientifiques utilisés	Local de stockage de produits dangereux créé à une distance supérieure à 8m du bâtiment : <ul style="list-style-type: none"> • Hélium : 2 bouteilles • Azote : 2 racks de 6 bouteilles • Argon : 2 racks de 6 bouteilles Cheminement par tuyauteries fixes extérieures et débouchant directement des locaux concernés (3 salles au R+1 aile ouest)
Gaz utilisés	Gaz naturel
Locaux alimentés gaz	Chaufferie
Éclairage de sécurité	BAES
Ascenseurs – Monte charges	1 ascenseur énergie électrique
Moyens extinction internes	Extincteurs
Défense incendie	PI n°5141 (20m de l'accès du bâtiment) CPAE Véolia du 20/10/2010 Q sous 1 bar : 117m³/h et Qmax : 122m³/h
S.S.I	Catégorie A - Détection des locaux à risques importants et moyens

Alarme	Type 1 <ul style="list-style-type: none"> • sanitaires équipés de flash lumineux • ouverture du portail asservie à l'alarme • fermeture de l'ensemble de portes d'accès aux cages d'escalier et de recouplement
Alerte	TU
Plan	Affichés
Zones protégées (solutions équivalentes aux EAS)	R+3 : 2 zones protégées R+2 : 5 zones protégées R+1 : 4 zones protégées

IV. Calcul des effectifs – Classement – Dégagements

Effectifs

L'effectif du public a été calculé en prenant en application les articles GN 1 – GN 2 du règlement de sécurité et des dispositions particulières.

Niveau	Désignation de l'espace	Article / Mode de calcul	Valeur de référence	Effectif public	Effectif personnel	Effectif total
R+3	Niveau	Déclaration		80		80
R+2	Niveau	Déclaration	181 (80+101)	181		181
R+1	Niveau	Déclaration	367 (181+186)	367	12	379
RDC	Niveau	Déclaration Bâtiment (moins 1/3 effectif des niveaux supérieurs)	258 (246+12)	258		258
Total établissement				367	12	379

L'effectif total du public accueilli est de 367 personnes.

L'effectif du personnel est de 12 personnes.

Le bâtiment peut accueillir 379 personnes.

Classement

Type : R	Catégorie : 3^{ème}
-----------------	------------------------------------

Dégagements

Niveau	Désignation du local	Effectif	Nbre de sorties réglementaires Nbre UP réglementaires		Nbre de sorties réelles Nbre UP réelles	
R+3	Salle multimédia	60	2	2	2	3
R+3	Niveau	80	2	2	2	3
R+2 (Total R+3 et R+2)		181 (80+101)	2	3	3	6
R+1 (Total R+3, R+2 et R+1)		367 (181+186)	2	5	3 dont 1 sortie de 2 UP directement sur l'extérieur	6
Rdc	Bâtiment (moins 1/3 effectif des niveaux supérieurs)	258 (246+12)	2	4	2	4

V. Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...).

Désenfumage	Date	Contrôleur	Observation
Naturel DF 10 (annuelle par un TC)	28/03/2023	Service technique	RAS

Installations thermiques	Date	Contrôleur	Observation
Chaudières CH 58 (annuelle par un TC)	/	/	Réseau de chauffage urbain
Évacuation des produits de combustion (ramonage) CH 57 (annuelle par un TC)	/	/	Réseau de chauffage urbain
Ventilation de confort (filtres, DAD) CH 58 (annuelle par un TC)	10/2023	Hervé thermique	Bâtiment A et B : RAS
Installations frigorigènes CH 58 (annuelle par un TC)	20/01/2023	CIAT Service	Voir rapport
Installations climatiques CH 58 (annuelle par un TC)	07/2023	Hervé thermique	Bâtiment A et B : RAS
Ventilation mécanique contrôlée CH 58 (annuelle par un TC)	10/2023	Service technique	Bâtiment A et B : RAS

Installations de gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés	Date	Contrôleur	Observation
Distribution gaz GZ 30 (annuelle par un TC)	20/07/2023	Socotec	Chaufferie - Bâtiment D Rapport 92310/23/8772 Satisfaisant Gaz labos - Bâtiment D Rapport 92310/23/8773 Satisfaisant

Installations électriques	Date	Contrôleur	Observation
Sécurité du public EL 19 (annuelle par un TC)	25/05/2023	Bureau Veritas	Bâtiment D : Rapport n°8192502/367.6.1.P et n°8192502/367.6.1.RVRE. 1 observation
Sécurité des travailleurs EL 4 (annuelle par un TC)	25/05/2023	Bureau Veritas	Bâtiment D : Rapport n°8192502/367.6.1.P et n°8192502/367.6.1.RVRE. 1 observation
Éclairage (normal, sécurité, remplacement) EC 15 (annuelle par un TC)	20/03/2023	SST	RAS
Groupe électrogène EL 19 (annuelle par un TC)	06/03/2023	Kohler	RAS

Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants	Date	Contrôleur	Observation
Ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants AS 8 (contrat par un TC)	Visite mensuelle 21/06/2023	OTIS Socotec	Absence d'anomalies ou défectuosité Rapport n°92310/23/7362 1 observation
Ascenseurs AS 9 (quinquennale par un OA)	23/01/2019	Socotec	Rapport 92280/19/262 2 observations

Moyens de secours contre l'incendie	Date	Contrôleur	Observation
Extincteurs MS 73 (annuelle par un TC)	04/12/2023	ASI	RAS
Alarme MS 73 (annuelle par un TC)	28/02/2023 12/09/2023	DEF Ouest	Rapport, 29837 Observations Observations (volets)
SSI catégorie A ou B MS 68 (annuelle – contrat par un TC)	28/02/2023	DEF Ouest	Rapport 29837 Observations
SSI catégorie A ou B MS 73 (triennale par un OA)	27/11/2023	Socotec	Rapport 92310/23/13783 10 observations

VI. Exploitation

Affichage des plans des locaux

Affichés

Affichage et formalisation dans le registre de sécurité des consignes générales ou particulières

Il conviendra d'intégrer aux consignes de mise en sécurité de l'établissement la procédure retenue pour l'évacuation différée des personnes en fauteuil roulant (21/05/2015 : procès-verbal de la SCD)

La commission de sécurité conseille de maintenir en position fermée les portes des locaux ou circulations en période nocturne. Cette disposition simple permet de limiter la propagation des fumées et des gaz de combustion. En fonction des impératifs liés à l'exploitation, cette recommandation vaut aussi pour les locaux d'hébergement.

Formation du personnel et du service de sécurité incendie (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)

Actions de formation :

2 personnes formées le 20/04/2018
3 personnes le 10/05/2021.
7 personnes formées au SSI le 16/03/20121
11 personnes formées à l'évacuation le 16/03/2021

Organisation de la sécurité incendie (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)

Formalisée

Date du dernier exercice d'évacuation

31/03/2023 et le 06/11/2023

Registre de sécurité (R 143-44) sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier :

- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
- les dates des divers contrôles et vérifications techniques ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Visé et signé

En application de l'article GN13, l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

Périodicité des essais de ligne directe ou ligne téléphonique

Ligne secourue par groupe électrogène

Mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap

En application de l'article R143-41 du CCH, le groupe de visite a évoqué avec l'exploitant les mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap.

Établissement concerné par les mesures de mise en sécurité des personnes en situation de handicap : les principes fondamentaux d'évacuation définis par l'article GN8 sont pris en considération et réalisés dans l'établissement. En cas d'incendie, les mesures prévues sont les suivantes :

- Utilisation de concept de zones protégées

Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.

VII. Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite

Compte tenu du suivi de l'établissement le groupe de visite n'a pas réalisé d'essai néanmoins a visité l'établissement dans sa globalité.

VIII. Modifications réalisées

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité.

En application des articles législatifs et réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation, les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements.

IX. Prescriptions

Prescriptions exécutées

Le représentant du chef d'établissement a confirmé aux membres du groupe de visite, lors de cette visite de sécurité, la réalisation des prescriptions suivantes :

- **Procès-verbal de visite du 19/02/2015** : n°1, 2, 3/3
- **Procès-verbal de visite du 09/11/2018** : n°1, 2, 3, 4/4
- **Procès-verbal de visite du 29/09/2021** : n°1, 2/2

Prescriptions à exécuter

- **Procès-verbal de visite du 15/02/2024** :

N°1 Lever les observations des rapports de contrôle des installations techniques suivantes :

- Installations électriques,
- Gaz,
- Désenfumage,
- SSI

et fournir au secrétariat du groupement prévention les certificats de levée des observations.
Articles R143-34 et R143-37 du CCH

N°2 Procéder à la vérification et à l'entretien des installations techniques suivantes :

- Réglage de la porte de recoupement.

et fournir au secrétariat du groupement prévention les attestations de contrôle et les éventuels certificats de levée des observations.
Articles R143-34 et R143-37 du CCH

X. Avis

Dénomination	IUEM - Institut Européen de la Mer (Bâtiment D)	
Adresse	rue Dumont d'Urville – 29 280 Plouzané	
Adresse électronique	direction.iuem@univ-brest.fr	
Activité	Établissement d'enseignement et de formation et de recherche	
N° de dossier Prévention	01417.B	
Classement	Type : R	Catégorie : 3 ^{ème}

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Brest émet,
en date du **mardi 11 juin 2024** après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie,
un avis

Favorable – Défavorable (1)
à la poursuite de l'activité de l'établissement

(1) rayer la mention inutile

La Présidente de la Commission,



Carine LE GALL

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée – article R 143-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des Établissements Recevant du Public.